

Bayrou peut-il troubler le jeu ?

Le président de l'UDF s'en dit persuadé : les Français voudront perturber le duel trop annoncé Sarkozy-Royal. Aujourd'hui, il ne fait plus rire ses adversaires et même François Mitterrand - post-mortem - l'encourage secrètement.

Catherine Pégard

C'est mieux que des vœux ! Ses copains l'ont appelé pour lui dire que, dans leur réveillon, « tout le monde » votait pour lui, et surtout ceux qui, il y a un an, le trouvaient ringard, étriqué dans son centre inutile. François Bayrou assure qu'il ne se laisse pas griser : « *Je ne suis pas d'un naturel optimiste.* » Il est vrai que, s'il est sûr d'avoir raison, il connaît trop la versatilité du climat politique pour s'abandonner à la douceur des lendemains de fête. Mais tout de même ! Quand les amis de Dominique Strauss-Kahn, en douce, viennent lui confier qu'avec Ségolène Royal ils ont peur du vide ou que des élus de l'UMP lui murmurent qu'avec Nicolas Sarkozy ils ont peur de se perdre, il veut croire qu'il se passe quelque chose. L'explosion des inscriptions sur les listes électorales - dont il se prend à rêver qu'elle pourrait apporter quatre millions d'électeurs nouveaux en 2007 en extrapolant les chiffres fous que rapporte son ami Jean-Christophe Lagarde, de Drancy (4 000 nouveaux inscrits) - conforte Bayrou dans son diagnostic : les Français veulent perturber le duo Sarkozy-Royal qui s'impose depuis des mois.

Il y aurait donc un espace. Enfin. Et pas seulement dans ces incantations floues que les « autres » moquaient avec condescendance. On le disait « habité », comme on le dit de Dominique de Villepin, « habité » par la conscience de son destin, de sa singularité. Habité par la certitude que le voile allait se déchirer sur un casting dont les Français allaient découvrir les limites. Habité, certes, mais dans une maison vide ! François Bayrou pense être là où Dominique de Villepin ne s'est pas donné les moyens d'être, dissident, comme il dit, d'un système dont il espère utiliser les faiblesses après que ce système-là a cherché à l'enfermer dans les siennes.

Dans cette atmosphère d'insatisfaction diffuse et tandis que la cristallisation de la présidentielle est loin d'être opérée, François Bayrou revit le début de l'année 1995. Tout semblait joué. Peu impliqué dans la campagne d'Edouard Balladur - ni dedans ni dehors -, il n'y croyait pas vraiment. Au fond, François Bayrou a toujours pensé que le changement était par essence inattendu, qu'il venait de la détermination d'un homme suivi d'une poignée de fidèles prêts à tout, y compris à perdre. De Gaulle en 1958, Valéry Giscard d'Estaing en 1974, François Mitterrand en 1981, Jacques Chirac en 1995... Il serait donc celui-là en 2007, d'autant plus qu'une page est en train de vraiment se tourner. Le changement d'époque annoncé, il y a dix ans, avec le départ de Mitterrand ne sera effectif qu'avec celui de Chirac, dernier représentant de la génération politique qui « a connu la guerre ». Evidemment, pour se convaincre qu'on est « celui-là » quand on est crédité d'à peine 10 % des suffrages des Français, il faut avoir ce caractère un peu monstrueux que Jean-Pierre Raffarin juge l'apanage des grands. Longtemps François Bayrou a survécu. Il est resté dans le jeu quand on anticipait sa fin. Il est désormais dans la reconquête. Il s'est persuadé qu'il sera président de la République. Il y a fallu des moments « fondateurs » et puis une

insensible métamorphose dont la première conséquence est qu'aujourd'hui il ne fait plus rire ses adversaires.

Sans doute, François Mitterrand, toujours prompt à jouer avec les ego des uns et des autres, n'imaginait-il pas le bonheur de Bayrou lorsque celui-ci a découvert le jugement que l'ancien président portait sur lui : « *Bayrou est le plus prometteur. J'admire comment il a su dominer son problème d'élocution. Ça dénote une vraie force d'être.* » Une force d'être. Bayrou n'a eu de cesse de l'affirmer.

Tout remonte peut-être aux régionales de 1998, lorsque des présidents de région UDF acceptent de s'allier avec le FN sans que cela fasse scandale. François Bayrou dénonce l'« *inacceptable* ». Il est parti pour une aventure solitaire dont il goûte avant tout l'esthétisme. En 1999, alors qu'il refuse de faire liste commune avec le RPR, Jacques Chirac menace de le « *tuer* ». François Bayrou affronte le chef de l'Etat : « *Tu te souviens, lui dit-il, ils - c'est-à-dire, à l'époque, Giscard et ses amis qui voulaient laminer le RPR - t'ont obligé à prendre la mairie de Paris en 1977. Tu n'en avais aucune envie mais tu étais acculé. Eh bien, moi aussi, j'irai jusqu'au bout.* »

Le discours de Cassandra. Mais « l'acte fondateur », c'est bien sûr le congrès constitutif du parti du président, le 23 février 2002. « *Par une manoeuvre pernicieuse et apparemment irrésistible, se souvient François Bayrou, Jérôme Monod, le conseiller de Chirac, Alain Juppé et Philippe Douste-Blazy qui les avait rejoints ont décidé que les députés sortants de l'UDF ne seraient investis que sous l'étiquette UMP. Il n'y aurait donc plus de groupe UDF à l'Assemblée et plus de financement public pour notre parti. L'étouffement. Génial, non ?* » Alors Bayrou a décidé de gâcher la fête de l'UMP en venant dire sous les huées et les sarcasmes, à Toulouse : « *Si on pense tous la même chose, on ne pense plus rien.* » La rupture, il la décrétait ce jour-là et se préparait au pire - ou au meilleur -, une de ces traversées du désert qui ennoblissent le parcours des grands, à condition qu'elles s'arrêtent.

Le 22 avril 2002 au matin, il est le premier visiteur de Chirac après le premier tour de la présidentielle. L'entretien est « *explicite* » alors qu'habituellement les deux hommes n'ont pas grand-chose à se dire ou se le disent de manière feutrée. « *Tu vas être élu avec plus de 80 % des voix, commence François Bayrou. Tu es comme de Gaulle en 1958, il te faut tenir compte des Français qui ne pensent pas comme toi. Tu dois former un gouvernement d'union nationale.* » « *Tu n'as rien compris, le coupe le président, je crée un grand parti unique de la droite.* » « *Tu vas échouer, réplique le président de l'UDF, et plus gravement encore qu'en 1995 !* » La suite n'est que l'addition de discours de Cassandra rassemblés à l'automne dans un livre, « *Au nom du tiers état* » (Hachette Littératures), qui commence en fanfare le jour de l'investiture de Jean-Pierre Raffarin, le 3 juillet 2002 : « *Quand le pouvoir absolu se trompe, il se trompe absolument.* » Après l'échec du référendum sur la Constitution européenne qu'il prévoyait dès le mois de janvier, quand les sondages accordaient 70 % au « *oui* », le président de l'UDF refuse la confiance à Dominique de Villepin. « *Peut-on sortir du système avec ceux qui ont fait le système ? Je ne le crois pas* » s'exclame-t-il le 8 juin 2005 avant de voter la censure un an plus tard, au moment de l'affaire Clearstream. « *Ce gouvernement a été bâti autour d'une rivalité haineuse, déclare-t-il le 16 mai 2006... Cette rivalité haineuse, elle a tout pourri, comme c'était prévisible.* »

« *Le rapport de forces se construit sur la cohérence et sur la densité du discours, plastronne aujourd'hui le président de l'UDF, pas sur le nombre.* » Il n'a pas perdu les élus qui se sont jetés dans cette aventure incertaine avec lui, même si certains

redoutent d'être entraînés dans une impasse en chantant à tue-tête : « *Si tous les gars du monde* »... François Bayrou n'entend pas les alarmes de ceux qui lui serinent qu'il faudra bien qu'il traite avec Nicolas Sarkozy, avec la droite où demeure son socle électoral. Il n'a plus peur de personne.

Les mythes s'effacent : Chirac, dont l'aventure semblait mythique, après Mitterrand qui était devenu lui-même un mythe. Aujourd'hui, François Bayrou se mesure à ses contemporains, et ils ne l'impressionnent pas. Il parie sur l'effondrement de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal, ensemble, parce que ni l'un ni l'autre n'ont pris la dimension du rôle et qu'ils n'apparaissent pas comme des rassembleurs. Pour lui, Sarkozy s'écarte des Français alors que la guerre dans son camp reste encore à venir, parce que les rivalités y sont trop aiguës ; quant à Ségolène Royal, il la juge « hors sol », pas au niveau, pas enracinée dans le pays. Et, pendant ce temps, il constate qu'on le regarde autrement, que ses valeurs que l'on disait si traditionnelles attirent les « bobos-bio ». Longtemps Bayrou a cru que l'intelligence remplaçait l'aisance. Et il est vrai qu'on s'émerveillait dans les dîners en ville de l'entendre réciter, haletant, « Booz endormi », mais il restait si délicieusement provincial, décalé avec sa grande famille, ses chevaux, sa femme qui refuse d'être people. Bien sûr, il a décrypté depuis belle lurette les codes parisiens et les jeux politico-médiatiques qu'il fustige. De ses complexes d'hier il a fait ses atouts d'aujourd'hui. Pour la première fois peut-être, il se sent en phase.

Il y a quelques semaines, Michel Charasse, le conseiller intime de François Mitterrand, lui a téléphoné pour lui rapporter cette confidence de l'ancien président quelques semaines avant sa mort : « *Suivez François Bayrou. Il sera président de la République.* » La prédiction n'était pas datée, mais Bayrou n'en a pas douté

« Je suis entré en dissidence »

Propos recueillis par Catherine Pégard

Le Point : Nous sommes à quatre mois de l'élection présidentielle. Comment voyez-vous cette campagne ?

François Bayrou : Regardez les millions d'inscriptions nouvelles sur les listes électorales ; une prise de conscience sans précédent se prépare. Après tant d'espoirs déçus, tout dans notre pays exprime le besoin d'un renouveau qui touche à la fois les règles du jeu de notre démocratie et le projet que se fixe notre nation.

Vous croyez que les institutions peuvent changer les choses ?...

Elles sont à la base de tout. Les deux partis dominants, l'UMP et le PS, ont tous deux exercé le pouvoir absolu, sans partage, pendant plusieurs législatures. Pendant ce temps, la dépense publique, les abus de pouvoir, le gaspillage, la colonisation de l'Etat par des réseaux partisans ou claniques, tout cela n'a pas cessé de s'aggraver. Or la difficulté des temps rend ces dérives inacceptables, alors que le peuple des citoyens doit porter une charge de plus en plus lourde. Il faut donc reconstruire deux principes oubliés : l'impartialité et la sobriété de l'Etat. Et pour cela, il faut qu'un peuple décidé et un président indépendant imposent des règles nouvelles.

Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy n'ont pas les qualités nécessaires pour le faire ?

Ils sont différents, mais c'est la même démarche partisane. Ils veulent tout le pouvoir pour leur parti, et l'éviction du pouvoir pour leurs adversaires. Les clans au pouvoir changeront, le clan Sarkozy au lieu du clan Chirac, le clan Hollande-Royal au lieu du clan Mitterrand, mais les principes seront les mêmes. Or ce sont les principes qu'il faut changer. Un président qui bâtit de nouvelles institutions, qui instaure l'Etat impartial, qui nomme en fonction des compétences et non des étiquettes, qui rassemble au lieu d'opposer. Au fond, la même démarche qu'en 1958.

Pour vous, quelle va être la question principale de l'élection présidentielle ?

La question principale est : le projet républicain est-il compatible avec la mondialisation ?

Et votre réponse ?

Si nous savons réinventer le projet républicain, il sera notre principal atout dans la compétition mondiale.

« Réinventer » ?

Le faire passer des grands mots qu'on invoque avec des trémolos au réel, au concret, à la France comme elle est. Des exemples : imposer la discipline scolaire dans les collèges de banlieue qui deviennent des ghettos, et donc mettre en place

d'autres filières éducatives, encadrées, pour les élèves déstabilisés, pour leur rendre des repères. En même temps, recréer dans ces établissements l'excellence, les meilleures options, pour les élèves les plus motivés. Autre exemple : faire de l'exclusion l'ennemi public numéro un. Sur 1,3 million de RMistes, combien ont quelque chose à apporter à la société, pourvu qu'on les remette en situation d'utilité sociale ?

Et pourquoi ces réformes n'ont-elles pas été faites, y compris par vous ?

Je vois deux raisons principales à l'absence de réformes. L'une est politique, c'est la guerre perpétuelle entre l'UMP et le PS, qui empêche toute réforme durable. Chaque fois que l'un propose quelque chose, l'autre le démolit. Et chaque alternance défait ce que la législature précédente a fait. Il n'y a pas de continuité dans l'action. Regardez la sécurité : on nous avait promis « tolérance zéro » et la fin des zones de non-droit... Or les agressions se multiplient, 30 000 voitures ont brûlé dans l'année, et il y a des quartiers entiers où la police n'entre plus.

L'autre raison tient aux mentalités : notre pays s'appauvrit parce qu'il ne soutient pas comme il le devrait les forces de création, l'entreprise, l'esprit d'entreprendre, la recherche, les artisans, artistes, chercheurs, inventeurs. Tous ceux qui prennent des risques, petits ou grands, ont mauvaise presse chez nous. Il faut renverser le mouvement : à défaut d'en faire des héros, il faut les reconnaître, les aider, les soutenir vraiment.

Qu'est-ce qui a changé depuis 2002 ?

Les illusions de l'alternance ont disparu. On sait maintenant que lorsqu'un parti a tous les pouvoirs, si le soutien du pays lui manque, il est impuissant et voué à l'immobilisme. En revanche, la guerre pour le contrôle de l'appareil se déchaîne à l'intérieur, sourdement, mais sans limite. Et l'absence de contre-pouvoirs favorise toutes les dérives. Ainsi, nous avons eu l'affaire Clearstream, où l'on vient de voir le Premier ministre interrogé pendant dix-sept heures par les juges sur plainte de Nicolas Sarkozy, et, dès sa sortie, une accusation publique de faux témoignage lancée par le ministre de l'Intérieur. Ainsi, Johnny Hallyday a pu nous expliquer qu'il a reçu l'approbation personnelle du numéro deux du gouvernement pour son déménagement fiscal. Tout cela nuit à la France.

Cela se passe pourtant dans l'indifférence générale...

L'indifférence est de surface et ne dure qu'un temps. Les Français n'accepteront pas longtemps cette décomposition.

Mais le PS est rassemblé...

Au PS, c'est la pensée qui ne va pas. Le Parti socialiste annonce une seule chose tangible : le retour des impôts. Pour un montant équivalent au doublement de l'impôt sur le revenu ! Alors que la France est le pays du monde (à la seule exception de la Suède, et encore...) où les prélèvements obligatoires sont les plus lourds. Qui peut croire que nous devons continuer ainsi à crever les plafonds ? Qui peut croire que des prélèvements supplémentaires favoriseront le pouvoir d'achat et la création de richesses ?

Comment rendre aujourd'hui la confiance aux Français ?

Par une seule orientation : les considérer comme le grand peuple qu'ils sont et cesser de les prendre pour des gogos. Leur dire la vérité sur tous les sujets et en toutes circonstances. Ne pas hésiter à leur donner la clé de la décision sur les sujets graves comme les retraites, lorsqu'il faudra le moment venu reprendre ce chantier.

Depuis trente ans, tous les présidents promettent dans leurs vœux de s'attaquer au chômage...

L'emploi véritable est créé par l'économie et par l'entreprise, non par l'Etat. Et des centaines de milliers d'emplois pourraient être créés, qui sont gelés, en particulier dans les petites entreprises, en raison de charges dissuasives. C'est pourquoi je propose la possibilité de créer deux emplois nouveaux par entreprise, avec des charges limitées à 10 % du salaire net pendant cinq ans, quels que soient le niveau de l'emploi et la nature de l'entreprise. Ainsi, les diplômés et les plus de 50 ans, qui sont exclus de l'emploi parce qu'ils coûtent trop cher, retrouveront une chance. Et pour vérifier la validité de cette idée, posez la question à tous les employeurs que vous connaissez.

Vous voyez que vous faites aussi des promesses. Comme vos concurrents.

Si ces centaines de milliers d'emplois sont créés, cet engagement sera largement financé. Sinon, il ne coûtera rien.

Quand les rapports entre les Français et leur classe politique se sont-ils, selon vous, déglingués ? Pouvez-vous le dater ?

Tout remonte à 1983. Après l'euphorie de l'arrivée de Mitterrand et de la gauche au pouvoir, l'ivresse des promesses de l'alternance, vient le choc des dévaluations, et arrive le tournant de la rigueur. On change radicalement de politique, mais sans l'avouer. La confiance est brisée. En fait, une partie du pays ne la retrouvera jamais. Idem en 1995. Les Français ont voté pour le discours de la fracture sociale. Cinq mois après, plan Juppé, changement de politique, mais pas changement de discours. En 1981 comme en 1995, on a laissé croire au pays qu'il pouvait s'en sortir sans effort, simplement par le choix d'un homme providentiel. Là est le grand mensonge. Sans prise de conscience des citoyens, sans efforts partagés et assumés, nous ne nous en sortirons pas.

Et vous, avez-vous changé depuis 2002 ?

Bien sûr et heureusement. Je suis sans doute moins politicien, moins dans la querelle, plus serein intérieurement. Mes indignations sont peut-être plus fortes, mais j'accuse moins les hommes que les institutions. Et il me semble avoir progressé en compréhension de ceux qui ne pensent pas comme moi.

Vous voyez-vous comme le rebelle que l'on décrit parfois ?

C'est un beau mot, « rebelle ». Et c'est vrai que je refuse radicalement cette décomposition où notre pays est entraîné. Contre cette dérive, depuis des années, je suis entré en dissidence.

Il vous a fallu trente ans pour devenir dissident ?

Même en comptant large, de 1986, année de ma première élection, à 2006, il n'y a que deux décennies... Mais j'assume ce long temps de maturation. Les arbres qui poussent le plus vite ne sont pas les plus solides ni les plus durables.

Cela vous agace qu'on vous décrive comme un candidat terrien ?

Je le suis. Et j'aime l'être. François Mitterrand l'était aussi, et il n'en comprenait pas moins la ville. Je suis un homme de racines et je suis un homme de mon temps.

On dit aussi que vous séduisez les bobos...

Tant mieux s'il m'arrive d'être à la mode dans des milieux qui étaient autrefois loin de moi. Après la traversée du désert, les oasis sont les bienvenues. Mais je ne perds jamais de vue ceux au nom de qui je me bats, les « sans-pouvoir ». Eux, depuis des années, ils sont la chair à canon des batailles électorales. Ils ne connaissent pas les circuits du pouvoir, de l'influence. Ils ne connaissent pas le dessous des cartes. Ils sont les « petits », pas les « influents ». On les flatte seulement quand les élections viennent. Ceux-là, paysans, ouvriers, artisans ou chômeurs, toute ma vocation est de les considérer et de les représenter.

Qui vous rejoint aujourd'hui ?

Tous ceux qui pensent que la France ne peut pas se résumer au duo Sarkozy-Royal. Tous ceux qui veulent la politique plus surprenante, plus haute, plus ouverte. Tous ceux qui n'aiment pas se faire conduire par le bout du nez. Tous ceux qui croient que la guerre droite contre gauche, cela ne marche plus. En tout, cela fait beaucoup de monde.

Ne sous-estimez-vous pas Jean-Marie Le Pen ?

Je ne le sous-estime pas. Je le combats dans ses idées et dans ses obsessions. Il nous dit : sortons de l'Europe, sortons de l'euro, supprimons l'impôt sur le revenu et désignons les coupables, les étrangers qui sont sur notre sol. Si un tel programme ne nous ouvre pas les yeux, alors c'est nous qui sommes malades. Il faut que les républicains montrent qu'ils sont en bonne santé et qu'ils sortent de leur abattement.

Pourquoi attaquez-vous les médias aujourd'hui ? Sont-ils si différents de ce qu'ils étaient en 2002 et en 1995 ?

Vous ne vous en apercevez sans doute pas, mais la question de la crédibilité des médias est de plus en plus lourde pour les Français. Concentration accentuée, matraquages sans cesse repris, proximité avec l'Etat, « les puissants parlent aux puissants », tout cela, les Français le sentent. Et je prends le risque de l'exprimer. Parce que je ne veux pas que la France perde le pluralisme, et tombe dans le système américain où deux partis, représentant les mêmes intérêts, tiennent tout, sans plus aucun recours.

La candidature de Ségolène Royal change-t-elle les codes du débat ?

Respecter une femme politique, c'est débattre avec elle exactement comme on débattrait avec un autre candidat. Sans détours.

N'est-ce pas utopique de vouloir rassembler, comme vous le dites, « au-delà des frontières partisans » ?

Regardez l'Allemagne, qui marque des points tous les jours. Les réformes sont acceptées, un nouveau rythme gouvernemental s'affirme, une nouvelle gouvernance se dessine, assumée par une coalition de gens différents qui travaillent ensemble. C'est la vision française du monopole du pouvoir qui est archaïque.

Quel est votre principal trait de caractère ?

La ténacité.

Votre principal défaut ?

L'obstination.

La qualité que vous demandez à un homme ?

La loyauté.

A une femme ?

D'être elle-même.

La qualité que vous demandez à un homme politique ?

D'être adulte.

A une femme politique ?

D'être adulte.

Quelle qualité vous manque ?

Je chante faux comme une casserole trouée. J'adorerais savoir chanter.

Qu'auriez-vous aimé faire ?

J'ai la vie que je rêvais d'avoir : engagé en politique, plein d'enfants, écrire des livres, élever des chevaux... J'avais du goût pour l'architecture ou la médecine, mais cela m'aurait sans doute empêché d'avoir tant de vies en même temps.

Quelle est votre définition du bonheur ?

Une table de famille à midi. Une table d'amis le soir.

Qui détestez-vous ?

Personne. En matière de détestation, je n'ai aucune mémoire.

Qui vous surprend ?

Ma femme et mes enfants. Ils ne cessent pas de grandir.

Ce que vous méprisez ?

La servilité à l'égard des puissants.

Ce qui vous révolte ?

Le mépris des puissants à l'égard des faibles.

Ce qui vous amuse ?

L'esprit moutonnier.

Ce qui vous étonne ?

« Ce qui m'étonne vraiment, dit Dieu, c'est l'espérance » (Charles Péguy).

Avez-vous des remords ?

Non.

Des regrets ?

Non. Il y a bien des choses que j'aurais pu faire plus tôt, ou mieux, mais ç'auraient été les mêmes choses.

Avez-vous peur de la vieillesse ?

Non.

Avez-vous peur de la mort ?

De la mienne, en rien. De la mort de ceux que j'aime, une peur panique.

Quelle est votre devise ?

La devise sous laquelle Henri IV a vécu son enfance : « Ce qui doit arriver ne peut pas manquer. »

« Si les campagnes de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy déçoivent, François Bayrou pourrait récupérer la mise. »

Le Point : Pensez-vous que François Bayrou puisse bousculer la campagne présidentielle qui commence ?

Pierre Giacometti : Bien sûr ! Il en a plus les moyens qu'en 2002. L'électorat de l'UDF lui est plus fidèle aujourd'hui : 70 % des sympathisants de l'UDF choisissent François Bayrou, un pourcentage nettement supérieur à celui qu'il obtenait à la fin de 2001.

Cela valide-t-il sa stratégie d'autonomie de l'UDF ?

Le vrai atout de François Bayrou est que la droite a toujours généré un espace disons centriste, en dehors du Front national. La véritable primaire aujourd'hui n'est pas entre Nicolas Sarkozy et un autre candidat de l'UMP, mais entre Nicolas Sarkozy et François Bayrou, comme naguère entre un candidat du RPR, Chirac, et un candidat de l'UDF ou soutenu par elle, Giscard ou Balladur. Depuis la création de l'UMP en 2002, qui devait réduire à néant l'UDF, la force de François Bayrou est d'avoir su imposer son existence. La marque UDF continue à exister malgré tout, même si Nicolas Sarkozy - là est le danger pour Bayrou - séduit aujourd'hui 30 % de cet électorat.

François Bayrou peut donc être le Chevènement de 2002 ?

C'est une erreur de les comparer parce que Jean-Pierre Chevènement ne pouvait pas compter sur un courant aussi fort. L'UDF n'est pas le MDC.

Prend-il des voix à Ségolène Royal ?

La part des électeurs socialistes qui le soutiennent aujourd'hui reste marginale. Mais en campagne, lorsque les choix se construiront vraiment, il peut mordre sur un électorat de centre gauche perturbé par la candidate socialiste. Cela dit, c'est d'abord le centre droit qui garantira sa performance électorale. Imaginons que les campagnes de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy déçoivent, François Bayrou pourrait récupérer la mise.

Vous le voyez en troisième homme ?

La question est plutôt de savoir qui, de lui ou de Jean-Marie Le Pen, peut peser sur l'issue du second tour. Si Bayrou obtient 10 % des voix ou plus, son rôle sera évidemment déterminant

Désertions et ralliements

François Bayrou, combien de divisions ? Le président de l'UDF ne veut pas jouer les people, mais il entretient des réseaux inattendus. A preuve, ces trois convertis discrets.

Saïd Mahrane

A conjuguer le centre à tous les temps, François Bayrou a provoqué ces derniers temps des « va » de partisans et des « vient » de personnalités issues des deux rives républicaines. Le « ni-ni » défendu par le président de l'UDF rebute et captive, preuve, peut-être, que le centrisme n'est plus une chimère.

Adossé à la chaîne des Pyrénées, le 2 décembre, Bayrou a ce jour-là non seulement officialisé sa candidature à la présidentielle, mais aussi cette stratégie. « *Je ne crois plus à cette guerre de la moitié de la France contre l'autre [...] L'esprit de rassemblement et de réconciliation, c'est ma conception de la fonction de chef d'Etat* », avait-il lancé. Ce discours, il l'a forgé depuis bien longtemps. Au grand dam d'une poignée de proches qui espéraient qu'avec le temps droite et centre uniraient finalement leurs forces. Le député Pierre-Christophe Baguet fut l'un des premiers à dénoncer tout haut la « *posture imprécatrice* » du président de l'UDF, avant de se rallier à Nicolas Sarkozy. Son collègue Christian Blanc, apparenté UDF, est en passe de le rejoindre de ce côté-ci de la rive. Présent début décembre à Versailles pour un rassemblement de toutes les tendances de l'UMP, l'ex-PDG d'Air France avait eu droit publiquement à un « *Vous êtes toujours le bienvenu* » de la part d'un Sarkozy qui veut lui aussi réussir la « *magie du rassemblement* ». A ce propos, Blanc confiait au *Point*, il y a quelques mois, qu'il « *n'exclu[ait] pas de travailler* » avec un président issu de l'UMP en 2007.

De ces « désertions » l'aventureux Bayrou n'a que faire, la présidentielle est pour lui une « *question de devoir et point d'honneur* ». D'autant qu'il est loin d'être un « *poor lonesome* » politique. Il enregistre lui aussi des soutiens et des ralliements. L'ancien banquier Jean Peyrelevade, ancien collaborateur de Pierre Mauroy à Matignon, « orphelin » depuis la défaite de DSK aux primaires socialistes, assure que Bayrou est le mieux placé désormais pour porter les valeurs de la social-démocratie : « *Je suis disponible et à son service pour cette campagne, il pourra compter sur moi* », dit-il. Selon lui, « *Bayrou jouera un rôle clé durant cette présidentielle et attirera tous ceux qui ont des doutes sur le duo [Sarkozy-Royal]*. » Autre « *rallié* » : l'écrivain polémiste Claude Ribbe. Bien qu'il ne soit pas officiellement investi par l'UDF, l'auteur du « *Crime de Napoléon* », proche de Raymond Barre, affirme qu'il souhaite porter les couleurs du parti centriste aux prochaines législatives à Sarcelles, face à Dominique Strauss-Kahn. « *Bayrou a un discours cohérent et profondément républicain qui est attentivement écouté dans les banlieues* », avance-t-il

« Il a l'énorme qualité de recréabiliser la parole politique »

Je pense que l'élection présidentielle est de plus en plus une affaire d'hommes et Bayrou « me branche », comme disent les jeunes. Il est discret, trop sans doute. Il

est courageux. Il ne va pas là où on lui dit d'aller. Il résiste même si le chemin est plus long. Il a l'énorme qualité de recrédibiliser la parole politique que je trouve navrante dans sa façon de ne pas dire la vérité. Et puis je n'aime pas les choix imposés, cette pseudo-finale de Roland-Garros qu'on voudrait jouée à l'avance. Malheureusement, François Bayrou doit affronter trois tours au lieu de deux. Le premier, c'est maintenant : c'est de convaincre les Français qu'il peut, lui, arriver en finale. C'est un guerrier avec un sabre contre ceux qui ont des revolvers. Mais j'ai envie de dire : « Vous avez eu un président de gauche qui a fait une politique de droite et un président de droite qui a fait une politique de gauche. Pourquoi pas un président du centre ? »

« Il a raison de vouloir en finir avec cette vieille opposition anachronique entre la droite et la gauche »

Je n'aime pas que les artistes se manifestent auprès d'un homme politique. L'artiste doit être engagé à l'égard de lui-même, de ses idées, de son travail, c'est tout. Moi, je suis un navigateur solitaire... Mais j'ai connu François Bayrou avant même qu'il ne soit élu. Moi aussi, je suis béarnais, par mon père ! Je suis peu en France, mais j'ai téléphoné à François Bayrou pour l'encourager au début de sa campagne. Il a raison de vouloir en finir avec cette vieille opposition anachronique entre la droite et la gauche. Nous vivons dans une "démagogie" où pour gagner on croit bon de flatter l'opinion au gré des sondages, où le rouleau compresseur médiatico-politique nivelle tout par le bas au jour le jour. Bayrou tient, je crois, un discours de bon sens avec un certain courage

« Il est déterminé, mais sans tomber dans la démagogie des politiques qui se prennent pour des people »

Je n'aime pas les écrivains, les artistes qui s'affichent avec des hommes politiques. J'y vois une sorte d'abus de confiance et je suis plutôt méfiant à l'égard de la politique. Mais j'ai rencontré François Bayrou il y a plusieurs années ; nous avons discuté et pas seulement de politique : il est agrégé de lettres, il aime les chevaux et a le sens de l'humour. Et puis, a-t-on jamais vu un dictateur du centre ! François Bayrou a conscience que nous sommes dans une impasse. Jacques Chirac a été réélu en 2002 avec 82 % des voix et il a continué d'exercer le pouvoir comme avant. Nos institutions ne sont plus adaptées à une démocratie avancée. L'obsession de la présidentielle gâche tout. La sous-représentation politique et syndicale génère la contestation dans la rue, la séparation des pouvoirs n'est pas exercée. Je ne suis pas pour le consensus mou, mais on ne peut pas se permettre de rester dans une guerre de clans. Bayrou n'est pas un paranoïaque de combat du genre : « Ou l'on pense comme moi ou l'on est contre moi. » Il est déterminé, mais sans tomber dans la démagogie des politiques qui se prennent pour des people. Mieux vaut être didactique que démagogue. Et puis, il est le seul à avoir la vision d'une Europe forte pour nous permettre de nous démarquer des Américains. Oui, il est « ailleurs ». Si les Français n'ont pas la maturité d'échapper au combat politique classique, ils resteront dans les faux clivages. Ce qui est intéressant, c'est l'utopie qui fait son chemin...